

Réforme du taux d'intérêt du Plan d'épargne logement

Mme Christine Lagarde, ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, a signé, le 25 janvier 2011, un arrêté modifiant le taux d'intérêt du Plan d'épargne logement (PEL) avec :

- une rémunération plus attractive : pour les PEL ouverts à compter du 1^{er} mars 2011, le taux d'intérêt sera révisé chaque année, selon une formule reposant sur des taux swap, calculé par la Banque de France, le taux est indexé sur la situation économique avec un taux plancher à 2,5 % ;
- une fiscalité plus lisible : les prélèvements sociaux seront débités chaque année et non plus au moment de la clôture du PEL ou au 10^e anniversaire ;
- une prise en compte des impacts environnementaux : la prime d'Etat qui est versée aux épargnants qui souscrivent un prêt immobilier en sortie de PEL sera modulée selon l'impact environnemental : 1 525 € pour les logements verts, 1 000 € pour les autres.

La réforme ne s'applique pas aux anciens plans dont le taux est fixé à 2,5 % depuis août 2003.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Nouvelles autorités européennes de supervision

Les trois nouvelles autorités européennes de supervision des marchés, de la banque et des assurances* installées début janvier 2011 ont désigné leurs dirigeants :

- le Néerlandais, Steven Maijor à l'Autorité des marchés financiers et valeurs mobilières (AMF) installée à Paris ;
- le Portugais, Gabriel Bernardino à l'Agence européenne pour les assurances et les pensions professionnelles (AEAPP) basée à Francfort ;
- l'Italien, Andrea Enria à l'Agence bancaire européenne des banques (AEB) installée à Londres.

Le Comité européen des risques systémiques (CERS) dirigé pendant les cinq premières années par le Président de la BCE (Banque centrale européenne) a tenu sa première réunion le 27 janvier 2011 à Francfort, sous l'égide de son Président, Jean-Claude Trichet, et de Mervyn King son premier vice-président, gouverneur de la Banque d'Angleterre.

*(cf. Lettre de l'Institut d'émission de septembre 2010)

Comité national SEPA

Le Comité national SEPA réuni le 13 janvier 2011 a accepté le calendrier pour l'achèvement de la migration au virement SEPA à juin 2013, et au prélèvement SEPA à juin 2014. Il a cependant exprimé ses inquiétudes sur les exigences techniques et tarifaires imposées par le projet de règlement européen publié par la Commission européenne le 16 décembre 2010.

Outre-mer

1 - Dossier législatif

➤ *Habitat informel*

La proposition de loi portant disposition particulières relatives à l'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer a été adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale.

➤ *Collectivités de Guyane et de Martinique*

La ministre chargée de l'Outre-mer a présenté, en Conseil des ministres du 26 janvier 2011, un projet de loi organique portant diverses mesures relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution ainsi qu'un projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique.

Ces textes mettent en œuvre l'évolution institutionnelle souhaitée par les électeurs guyanais et martiniquais qui ont choisi le 24 janvier 2010, la création d'une collectivité unique qui exercera les compétences dévolues au département et à la région.

La première élection des membres des assemblées de Guyane et de Martinique aura lieu avant le 1^{er} janvier 2013.

Les textes sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.senat.fr/themes/dossiers-legislatifs-outre-mer-recents.html>

2 – Grappes d'entreprises

Le comité de sélection du second appel à projet pour les grappes d'entreprises, piloté par la DATAR, a retenu cinq projets localisés en outre-mer parmi les 187 déposés au niveau national, soit Guyane (1), Nouvelle-Calédonie (2), Martinique (2). Ces projets viennent s'ajouter aux trois projets retenus en 2010.

Publications

L'emploi dans les DOM entre 1997 et 2007 : une croissance marquée par les dispositifs d'exonération spécifiques

La note n° 007 réalisée par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES) est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : <http://www.travail-emploi-sante.gouv.fr/IMG/pdf/2011-007.pdf>

Publications IEDOM

1 – Le chômage empêche la convergence du revenu des ménages entre régions ultramarines et métropolitaines

Dans la collection « Les notes de l'Institut d'émission »

2 – Le microcrédit à la Martinique : un appui au dynamisme de la création d'entreprises ;

3 – Le microcrédit à la Guadeloupe et à Saint-Martin : à la rencontre d'une forte demande

Dans la collection Note expresse série « Eclairage », n° 86 et 87

Ces études sont disponibles en téléchargement sur notre site Internet : www.iedom.fr

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

L'indicateur du climat des affaires se raffermi au quatrième trimestre 2010

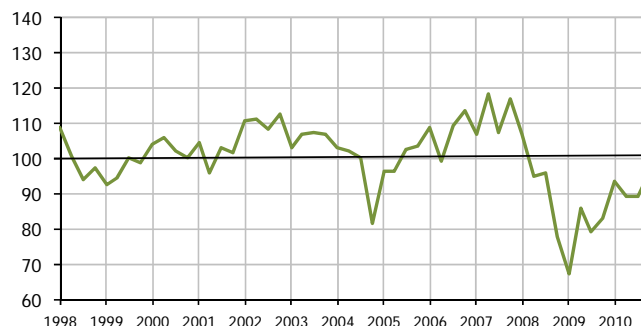
L'indicateur du climat des affaires (ICA), qui synthétise l'opinion des entrepreneurs des principaux secteurs d'activité, s'est raffermi de 7 points en Guadeloupe au 4ème trimestre 2010.

Ce redressement, après deux trimestres de baisse consécutive, rapproche l'indicateur de sa moyenne de longue période (100), dont il reste inférieur de 4 %. Il renoue ainsi avec les niveaux observés avant la crise, mi-2008.

Cette amélioration est liée principalement à une meilleure perception de l'activité passée et des investissements.

Si, pour les prochains mois, les perspectives d'investissement sont meilleures qu'au trimestre précédent, elles restent toutefois négatives, traduisant la prudence des chefs d'entreprise sur la poursuite de cette fragile embellie.

Indicateur de climat des affaires à la Guadeloupe
(100=moyenne de longue période)



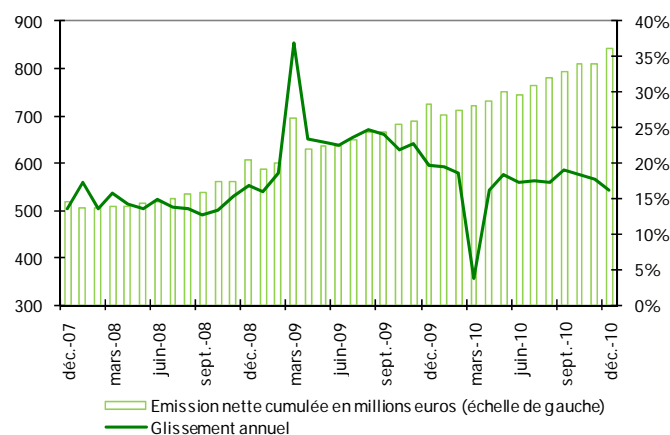
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

La circulation fiduciaire toujours dynamique à fin 2010

Au 31 décembre 2010, l'émission nette cumulée de billets et de pièces enregistre en Guadeloupe une hausse de 16,2 % sur un an (contre +19,8 % en 2009) pour s'établir à 844 millions €.

Le solde des entrées et des sorties de billets atteint 820,2 millions €, correspondant à un volume de 15,9 millions de billets. Sur un an, l'émission nette progresse de 16,5 % en volume et de 16,4 % en valeur (contre respectivement +20,5 % et 20,2 % en 2009). La coupure de 50 € concentre 53 % du total des émissions nettes cumulées en volume. Cette part est en hausse de 1,9 point en glissement annuel. Les billets de 20 € représentent 23,3 % (-0,9 point sur un an) du total en volume. Ramenée au nombre d'habitants, la circulation fiduciaire apparente en billets s'établit à 1 821,1 € en 2010 contre 1 575 € en 2009, soit une augmentation de 246,1 € sur un an. En métropole ce ratio atteint 1 291,4 € (+5,5 % ; soit +66,9 €).

Emission nette cumulée (billets et pièces confondus)



Source : Iedom

L'émission nette cumulée de pièces métalliques s'élève à 23,9 millions € à fin décembre 2010, en hausse de 11,8 % sur un an (après +8,1 % en 2009) pour un volume de 172,2 millions de pièces (+10,4 % après +9,5 % en 2009). Les pièces de faible valeur (1, 2 et 5 centimes) représentent 76 % du total en volume, soit une part stable par rapport à décembre 2009.

Le microcrédit, une activité en plein essor à la Guadeloupe et à Saint-Martin

Le microcrédit professionnel, une des principales composantes de la microfinance, a pour objectif de proposer des prêts de faible montant (inférieurs à 25.000€) à des personnes souhaitant créer leurs entreprises et rencontrant des difficultés d'accès au système bancaire classique.

L'IEDOM vient de publier une étude sur les caractéristiques de cette activité, en forte croissance à la Guadeloupe et à St-Martin. Le contexte socio-économique et la forte contraction du marché du travail ces dernières années, ont incité de nombreux demandeurs d'emploi et bénéficiaires de minima sociaux à se tourner vers la création d'activités économiques pour sortir du chômage. En 2009, le nombre de microcrédits pour la création d'entreprises a augmenté de près d'un tiers par rapport à l'année précédente : 250 prêts ont été accordés pour un montant de 2,3 millions d'euros. La plupart ont permis de créer ou de consolider au moins un emploi, soit au total environ 400 au cours de l'année. Accompagnés dans cette démarche, les micro-entrepreneurs réussissent en majorité à pérenniser leur emploi. Cette activité fait intervenir une multiplicité d'acteurs (associations, établissements de crédit, collectivités locales...) autour des principaux distributeurs : l'Adie (Association pour le droit à l'initiative économique), Guadeloupe Active et Initiative Saint-Martin.

Cette étude est librement téléchargeable, comme toutes les publications de l'IEDOM, sur le site : <http://www.iedom.fr>

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Entrée en vigueur du RSA

Depuis le 1^{er} janvier 2011, le revenu de solidarité active (RSA) est applicable à la Guadeloupe. Ce dispositif a pour objectif d'assurer un complément de revenus aux travailleurs dont les ressources sont limitées et à ceux qui reprennent une activité, ainsi que de constituer un revenu minimum aux personnes sans emploi. Il se substitue au revenu minimum d'insertion (RMI) et à l'allocation parent isolé (API). Entre 50 000 et 60 000 personnes pourront en bénéficier selon les estimations de la Caisse d'allocations familiales. Cette allocation sera prise en charge financièrement par le Conseil Général et sa distribution sera assurée par l'Agence départementale d'insertion.

Hausse du prix de l'essence

Le 1^{er} février 2011, le prix de l'essence a subi sa deuxième augmentation de l'année : le litre de sans-plomb atteint désormais 1,46 euros et le gazole 1,31 euros. Cette révision à la hausse s'explique par la flambée des cours internationaux du pétrole ainsi que par le renchérissement du dollar par rapport à l'euro (+4,4%). Selon le décret paru le 8 novembre 2010, la fixation des prix du carburant est désormais déterminée en fonction de l'évolution de ces deux indicateurs.

Renforcement du partenariat entre l'AFD et OSEO

Le 3 janvier 2011, une nouvelle convention a été signée entre l'Agence française de développement (AFD) et OSEO, organisme public de soutien aux petites et moyennes entreprises, afin d'élargir les capacités d'intervention de l'AFD en Outre-mer. L'établissement pourra désormais distribuer les produits dits « mezzanines » d'OSEO (Contrats de développement participatif, Contrats de développement innovation, Prêts participatifs pour la rénovation Hôtelière, Prêts pour l'export...) aux côtés des établissements bancaires locaux afin de contribuer au développement des entreprises ultra-marines.

Une étape importante pour le financement du futur CHU

Le président du conseil de surveillance du CHU de Pointe à Pitre-les Abymes, Jacques Bangou, a annoncé la validation technique d'un financement de 500 M€ par l'Etat pour la construction du futur hôpital. La validation politique de ce projet devrait intervenir fin mars prochain et permettrait d'inscrire cet investissement dans le plan hôpital 2012, ce qui constituerait une étape décisive du projet. Le CHU devra également investir 90 M€ en recourant à l'emprunt pour compléter le schéma de financement.

Agrandissement du Pôle universitaire du Sud Basse-Terre

La première tranche du Campus universitaire de Saint-Claude a été inaugurée le 13 janvier 2011 par l'Université des Antilles Guyane (UAG) et la Région Guadeloupe. Les travaux réalisés ont permis la construction d'un amphithéâtre, d'une unité pédagogique et de deux salles de sport pour un montant de 7,9 millions d'euros. Ces nouveaux bâtiments permettront à ce site d'accueillir 1 500 étudiants à l'horizon 2012, contre 150 actuellement.

Démarrage du recensement de la population par l'INSEE

Le 20 janvier 2011, l'INSEE a annoncé le lancement de sa campagne de recensement qui concernera 18 communes de la Guadeloupe. Elle se déroulera du 20 janvier au 19 février pour les communes de moins de 10 000 habitants et du 20 janvier au 26 février pour les autres.

Le Crédit Agricole Mutuel de Guadeloupe installe deux points de retrait aux Saintes

Le 16 février 2011, deux points de retrait ont été inaugurés aux établissements L'ESQUINADE à Terre-de-Haut et à l'épicerie Man Rosette à Terre-de-Bas. Ce système permet à la population des deux îles et à leurs visiteurs de réaliser des petites opérations sur place, sans avoir à se déplacer à Basse-Terre. Chaque client a la possibilité de retirer une somme comprise entre 20 € et 100 € à condition de disposer d'une carte bancaire du Crédit Agricole.

Hausse de 2 % du taux du livret A

Au 1^{er} février 2011, le taux du livret A atteint son plus haut niveau depuis 2009 et passe de 1,75 % à 2 %. Il reste cependant moins attractif qu'en 2008 (3,50 % au 1^{er} février 2008). Cette augmentation est liée à la hausse de l'inflation.

Mise en place du prêt à taux zéro + dans l'hexagone et dans les Dom

Le prêt à taux zéro renforcé est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2011 destiné à faciliter l'accès à la propriété. Ce nouveau dispositif, réservé à des primo-accédants, n'est pas soumis à des conditions de ressources et n'entraîne aucun frais de dossier, d'expertise ou d'intérêt. Le montant prêté dépend principalement du nombre de personnes destinées à occuper le logement, du montant total des ressources de ces personnes, de la zone géographique et de son caractère neuf ou ancien.

ACTUALITE REGIONALE

Le contrat de développement de Saint-Martin : 40 M€ en faveur de l'eau

Le Contrat de développement 2011-2013 signé en décembre 2010 par la collectivité et l'Etat, prévoit d'attribuer une enveloppe de 40 M€ dans le domaine de l'eau sur un montant total de 81 M€. Ces fonds permettront de financer les infrastructures nécessaires pour combler le retard important de Saint-Martin en termes de distribution d'eau potable, d'assainissement et de traitement des eaux usées.

Un centre technologique à Saint-Martin

Les travaux de construction du Computech Technology Center viennent de débiter à Saint-Martin et permettront au premier centre technologique de la Caraïbe de voir le jour. Conduit par l'entreprise Computech de Saint-Martin, ce projet vise à créer un espace dédié aux nouvelles technologies de l'information et de la communication pour les entreprises et administrations.

PRINCIPAUX INDICATEURS

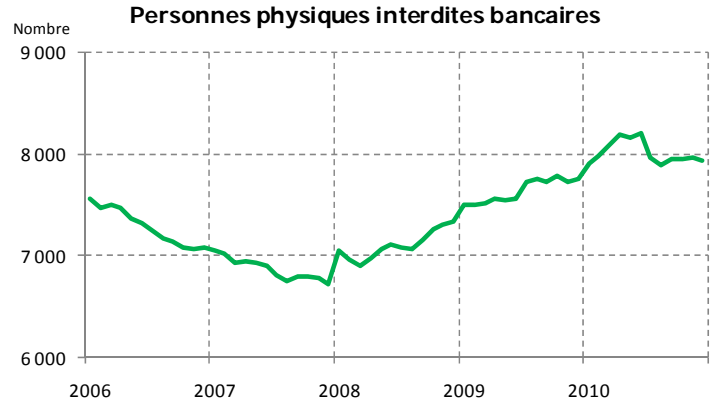
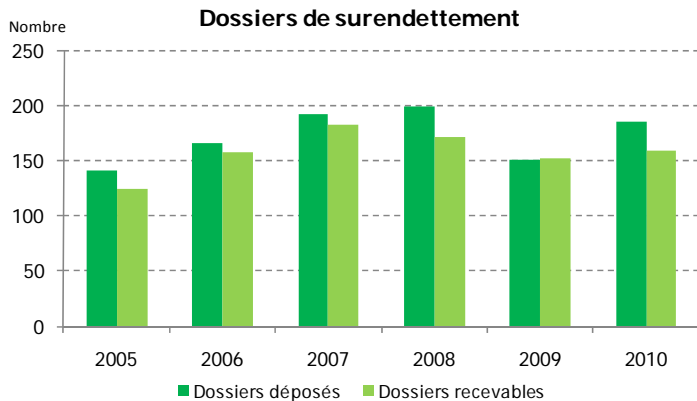
LES INDICATEURS DE REFERENCE		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix <i>(Source : INSEE)</i>	Indice des prix à la consommation France Décembre 2010	124,4	1,4 %	3,3 %
Chômage <i>(Source : DDTEFP)</i>	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A) Décembre 2010	54 230	1,4 %	4,3 %
Commerce extérieur <i>(Source : Douanes)</i>	Exportations - (en M€) <i>Cumul à fin Novembre</i> 2010	143	-	-10,6 %
	Importations - (en M€)	1 940	-	10,7 %
Energie <i>(Source : EDF)</i>	Consommation d'électricité moyenne tension - GWh Janvier 2011	37	4,4 %	4,4 %
Créations d'entreprises <i>(Source : INSEE)</i>	Nombre d'entreprises créées Novembre 2010	399	-	-5,7 %
	<i>Cumul annuel</i>	5 071	-	14,6 %
LES INDICATEURS DE VULNERABILITE		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Ménages <i>(Source : IEDOM)</i>	Nombre de personnes physiques en interdit bancaire Décembre 2010	21 357	-0,9 %	-7,5 %
	Nombre de retraits de cartes bancaires Décembre 2010	427	0,7 %	1,9 %
	<i>Cumul annuel</i>	5 704	-	14,9 %
	Nombre de dossiers de surendettement déposés Janvier 2011	40	-	60,0 %
Entreprises <i>(Source : IEDOM)</i>	Incidents de paiement sur effet - Montant en milliers € Janvier 2011	974	-26,3 %	-22,5 %
	- Nombre Janvier 2011	104	-14,8 %	-2,8 %
LES INDICATEURS SECTORIELS		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire <i>(Source : Aéroport Pôle Caraïbe)</i>	Nombre de passagers - (entrées + sorties) Décembre 2010	169 280	29,6 %	2,9 %
	<i>Cumul annuel</i>	1 836 375	-	-3,9 %
Trafic portuaire <i>(Source : Port autonome)</i>	Trafic net de marchandises (tonnes) <i>Cumul à fin Décembre</i> 2010	2 931 617	-	4,7 %
	Nombre de passagers (entrées + sorties)	760 311	-	-0,1 %
Immatriculations <i>(Source : CGDD)</i>	Immatriculations de véhicules neufs Décembre 2010	2 396	29,2 %	-
	<i>(VPN+VUN)</i> <i>Cumul annuel</i>	18 050	-	7,0 %
Construction <i>(Source : Ciments Antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes) Janvier 2011	17 719	-14,9 %	-4,6 %
Banane <i>(Source : DDCCRF)</i>	Exportations de bananes (tonnes) Novembre 2010	4 618	-22,1 %	-10,0 %
	<i>Cumul annuel</i>	37 627	-	-22,8 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Vulnérabilité des ménages

Dans le cadre de ses missions de service public, l'IEDOM assure le secrétariat de la Commission de surendettement de la Guyane. Sur l'année 2010, le nombre de dossiers déposés affiche une hausse de 22,5 % sur un an et s'établit à 185. Le nombre de dossiers déclarés recevables¹ par la Commission progresse également sur un an (+ 4,6 %, pour 159 dossiers). Ces chiffres restent toutefois en-deçà des niveaux atteints en 2007 et 2008.

Parallèlement, le nombre de personnes physiques en situation d'interdit bancaire est en hausse sur l'année 2010, pour atteindre 7 940 personnes en décembre (+ 2,4 % sur l'année).



Source : IEDOM

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

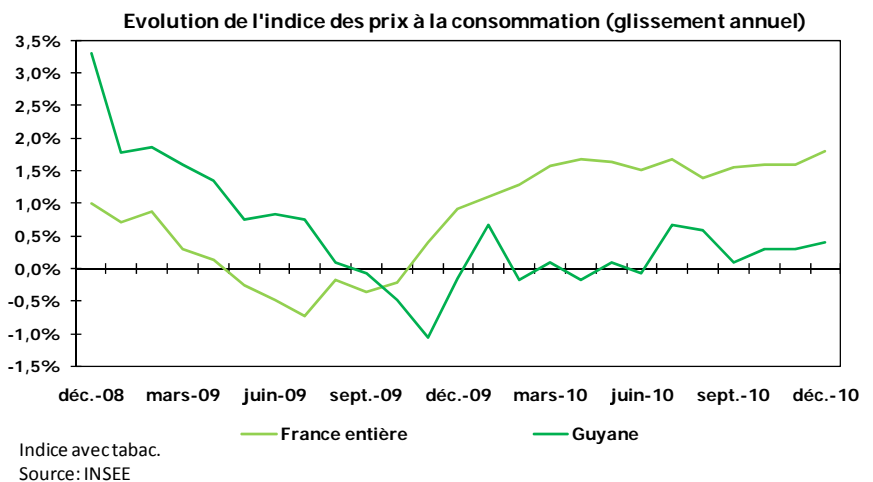
Prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation progresse légèrement sur le mois de décembre 2010 (+0,3 %). Les hausses des prix des services, et de l'alimentation (respectivement + 0,7 % et + 0,2 %) ne sont que partiellement compensées par le recul des prix de l'habillement et des chaussures (- 0,9 %).

Sur un an, l'indice enregistre une faible hausse de 0,4 % par rapport à décembre 2009. Ce mouvement s'explique par la progression des prix de l'alimentation, particulièrement des produits frais (+ 10,1 %), ainsi que ceux de l'énergie (+ 5,2 %), tempérée par le recul des prix des produits manufacturés (- 1,9 %).

Cette progression des prix sur un an demeure inférieure à celle du reste de la France en décembre : + 3,3 % à la Guadeloupe, + 2,2 % à la Réunion, + 1,8 % pour l'ensemble de la France, et + 1,7 % à la Martinique. Ce décalage s'explique par une plus forte augmentation des prix pour les postes « énergie » et « services » dans les autres géographies, bien que la hausse des prix des produits frais soit plus importante en Guyane que dans le reste de la France.

Enfin, en moyenne sur l'ensemble de l'année, les prix à la consommation sont restés relativement stables, soit + 0,2 % selon l'INSEE.



Emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi (catégorie A) continue de progresser (+ 3,2 %²) en décembre 2010 par rapport au mois précédent (contre une variation mensuelle moyenne de + 0,7 % en 2010), et atteint 16 925 demandeurs (données CVS). De plus, tant le chômage des jeunes³ que le chômage de longue durée⁴ sont en hausse (respectivement + 5,5 % et + 2,4 sur le mois après CVS). Sur un an, la hausse du chômage se confirme : + 10,7 %. Parallèlement, le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle Emploi est en hausse par rapport à décembre 2009 (+ 27,9 %, données brutes), mais cette dynamique est uniquement portée par les emplois de courte durée, alors que les offres d'emplois durables (plus de 6 mois) sont en baisse (- 10,1 % sur l'année).

Consommation

Les importations de biens de consommation⁵ cumulées jusqu'à novembre progressent de 10,7 % sur un an, portées notamment par l'augmentation des importations d'habillement et chaussures. La tendance est similaire en ce qui concerne les importations

¹ Les dossiers déposés sont déclarés recevables quand la personne est jugée de « bonne foi », et dans l'incapacité réelle de régler ses dettes.

² Evolution après CVS.

³ Demandeurs d'emploi de moins de 25 ans.

⁴ Demandeurs d'emploi depuis plus d'un an, catégories A, B et C.

⁵ Importations des « textiles, habillement, cuir et chaussures », « produits pharmaceutiques », « produits manufacturés divers », « produits de l'édition et de la communication ».

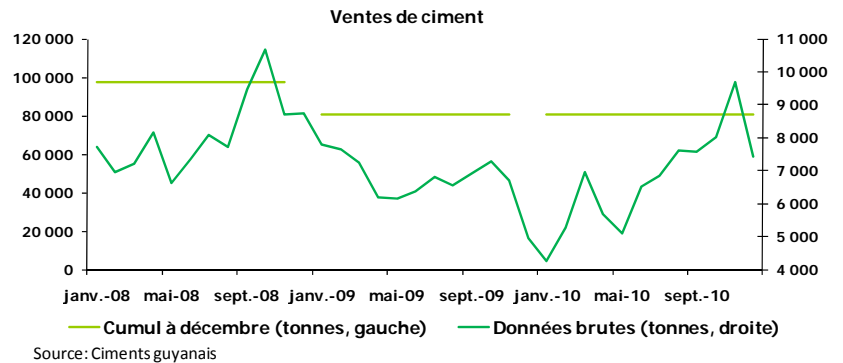
des produits de l'industrie agro-alimentaire (+ 17,1 % en glissement annuel). En parallèle, les recettes d'octroi de mer cumulées à décembre enregistrent une hausse de 6,1 % sur un an, retrouvant ainsi le rythme de progression relevé en moyenne sur les 5 dernières années et confirmant une certaine reprise de la consommation après un recul de 1,8 % à fin 2009.

Commerce extérieur

Cumulées à novembre, les importations totales de biens enregistrent sur un an une augmentation de 13,6 % en valeur⁶. En parallèle, les exportations de biens progressent de 33,2 % (sur la même période), notamment suite à des réexportations liées au secteur spatial sur des postes tels que les « produits informatiques et électroniques ».

BTP

Les ventes de ciment de décembre enregistrent un léger recul sur le mois (- 2,6 % après CVS). Sur l'ensemble de l'année, les volumes vendus cumulés rattrapent les niveaux de l'an dernier (+ 0,3 %), malgré un premier semestre difficile en raison de la fermeture du pont du Larivot pendant près de 5 mois. Cette évolution s'explique notamment par d'importants chantiers en cours, tels que la réfection des quais du port de Dégrad des Cannes, l'extension du Centre Hospitalier de Cayenne, la construction d'un nouvel hypermarché dans la zone Industrielle Terca, ou encore celle de logements sociaux à Saint-Laurent du Maroni.



Trafic aérien

Le trafic aérien de passagers commerciaux⁷ en Guyane a été mieux orienté au 2^{ème} semestre 2010 : en cumul à fin décembre, il s'établit à 423 849 personnes, et progresse de 5,8 % sur un an, soit la plus forte progression sur les 10 dernières années.

Carburants

L'arrêté préfectoral n°154 du 31 janvier 2011 fixe, à compter du 1^{er} février 2011, le prix de détail des carburants à 1,56 € / litre pour l'essence (soit une hausse de trois centimes), et 1,40 € / litre pour le gazole (soit une hausse de 5 centimes).

Cette décision fait suite à un précédent arrêté préfectoral (n°72 du 18 janvier 2011) qui fixait, à compter du 19 janvier 2011, le prix de détail des carburants à 1,53 € / litre pour l'essence (soit une hausse de huit centimes), et 1,35 € / litre pour le gazole (soit une hausse de six centimes).

Ces augmentations sont dues à la hausse du prix d'achat du pétrole brut, et à une dépréciation de l'euro par rapport au dollar.

Collectivité unique

La ministre de l'Outre-mer, Mme Marie-Luce Penchard, a présenté le 26 janvier 2011 en Conseil des Ministres les projets de loi relatifs à la mise en place des futures collectivités uniques de Guyane et de Martinique. Ce projet de loi reprend les orientations précédemment définies par le Président de la République. Les deux régions ont fait des choix différents, puisque les institutions martiniquaises seront constituées d'une assemblée et d'un conseil exécutif, alors que la Guyane sera uniquement dotée d'une assemblée⁸. La première élection des membres de l'Assemblée de Guyane devra avoir lieu au plus tard le 31 décembre 2012.

Développement économique

La Région Guyane a présenté début 2011 sa « Stratégie pour la Guyane » au grand public. Il s'agit d'un document qui présente les diagnostics, les actions à mener à court terme (en 2011), et les orientations de long terme de la collectivité afin d'œuvrer au développement de la Guyane. Le Conseil Régional souhaite sortir d'une logique de rattrapage et anticiper les évolutions démographiques. Il a identifié trois priorités :

- Mettre à niveau les infrastructures de base sur l'ensemble du territoire guyanais ;
- Promouvoir l'emploi et le développement local ;
- Valoriser la diversité culturelle de la société guyanaise et assurer sa cohésion.

Un premier bilan d'étape est prévu mi-2011.

Energies renouvelables

Le premier parc photovoltaïque de Guyane, équipé de 19 000 panneaux, a été mis en service fin décembre sur la commune de Montsinéry. Cette centrale solaire dispose d'une capacité installée de 4,3 MW, et devrait fournir 6 millions de KWh par an (ce qui représente la consommation annuelle de 4 200 habitants environ).

Enseignement supérieur

Le Campus International de Montabo a été inauguré le 18 janvier 2011, au sein de l'Institut de Recherche pour le Développement de Guyane. Il vise à mutualiser les moyens de plusieurs centres scientifiques (Université Antilles-Guyane, Herbarium de Guyane, station SEAS⁹), pour former des chercheurs sur les thèmes de la biodiversité et de l'environnement des territoires amazoniens. Par ailleurs, il vise à stimuler la coopération avec les structures de recherche frontalières (particulièrement avec le Brésil).

⁶ Augmentation portée principalement par la progression du poste « produits informatiques, électroniques et optiques », due aux imports du secteur spatial, et des postes « produits agroalimentaires » et « produits pétroliers ».

⁷ Passagers entrés+sortis+transit sur les vols internes et externes.

⁸ A ces organes s'ajoutera, pour les deux régions, un conseil économique, social et environnemental.

⁹ Surveillance de l'Environnement Amazonien par Satellite.

Secteur spatial

En 2010, Arianespace a réalisé le lancement de 6 fusées Ariane 5, et la mise en orbite de 12 satellites. Des reports dus à des difficultés techniques ont toutefois perturbé le rythme de lancement, puisque le premier lancement n'a eu lieu qu'en mai. En 2011, 6 vols d'Ariane 5 sont prévus, dont le prochain, le 15 février, avec l'ATV II. Le premier lancement de Soyouz (lanceur moyen russe) devrait avoir lieu en août 2011 ; celui de Vega (lanceur léger européen), fin 2011.

Secteur pétrolier

La société Tullow Oil devrait démarrer fin février 2011 une phase de prospection pétrolière afin de déterminer la présence, ou non, d'un gisement en Guyane. Le forage se situera à 153 Km au nord-est de Cayenne. Ces recherches ont été motivées par la découverte d'un gisement au Ghana, dont les fonds marins présentent de fortes similitudes géologiques avec les fonds guyanais. Les associations de défense de l'environnement guyanaises ont exprimé leurs inquiétudes quant aux faiblesses des procédures d'intervention en cas de pollution, et au non-respect de certaines normes environnementales.

ACTUALITES REGIONALES

Brésil

Le 19 janvier 2011, la Banque Centrale du Brésil a annoncé l'augmentation de son taux directeur, le taux « Selic » de 50 points de base, à 11,25 %. L'objectif est de contenir l'inflation, qui s'élève à 5,9 % en 2010¹⁰, et de la faire converger vers sa cible de 4,5 %.

Coopération décentralisée

L'ambassadeur de Chine en France, M. Quan Kong, a effectué du 14 au 17 janvier 2011 une visite en Guyane. Il a été reçu par le préfet et le président de Région, MM. Férey et Alexandre, ainsi que par des représentants de la communauté chinoise en Guyane. Il a également rencontré des socioprofessionnels guyanais. Les discussions ont porté sur les perspectives de collaboration sur les plans technologique, scientifique et agricole. Il a également été question de la création d'un consulat de Chine à Cayenne, très attendu par l'ensemble de la communauté. Cependant, cette ouverture n'a pas été planifiée budgétairement et en reste pour le moment au stade de projet.

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ % mois précédent**	Glissement annuel
Prix (Source : INSEE)	Prix à la consommation (avec tabac) – décembre 2010 (Indice base 100 : année 1998)	121,8	+ 0,3 %	+ 0,4 %
	Emploi (Sources : DDTEFP et Pôle emploi)	Demandeurs d'emploi (DEFM A) - à fin décembre 2010 Nb de bénéf. d'alloc chômage (y.c. suspens) – A fin novembre 2010	16 185 6 718	+ 3,2 % + 1,6 %
RMI (Source : CAF)	Nombre de bénéficiaires - à fin décembre 2010 Cumul 2010 des prestations nettes versées	10 079 63,6 M€	+ 0,8 %	- 4,0 % - 0,7 %
	Octroi de mer (Source : Douanes)	Recettes d'octroi de mer- décembre 2010 Cumul 2010 des recettes	10,3 M€ 112,2 M€	- 2,8 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)*	Exportations – novembre 2010 Cumul 2010	17,5 M€ 151,2 M€	+ 19,5 %	- 11,6 % + 33,2 %
	Importations - novembre 2010 Cumul 2010	120,5 M€ 979,7 M€	+ 18,7 %	+ 31,5 % + 13,6 %
	Taux de couverture en cumul - à fin novembre 2010	15,4 %		+ 2,2 points

LES SECTEURS D'ACTIVITE

Spatial (Source : Arianespace)	Tirs effectués – à fin janvier 2011	0 tir Ariane 5
	Rappel cumul à fin janvier 2010	0 tir Ariane 5
Riz (Sources : DAF Guyane et Douanes)*	Production de riz (1 ^{ère} et 2 ^{ème} tranche 2010)	9 481 tonnes (+ 4,9 % sur un an)
	Cumul année 2009 (1 ^{ère} et 2 ^{ème} tranche)	9 035 tonnes (- 6,9 % sur un an)
	Exportations de riz (cumul à fin novembre 2010)	6 225 tonnes (+ 85,5 % sur un an) pour 2,0 M€ (+ 35,0 %)
BTP (Source : Ciments Guyanais)	Ventes de ciment – décembre 2010	7 436 tonnes (+ 50,5 % sur un an)
	Cumul 2010	80 983 tonnes (+ 0,3 % sur un an)
Pêche (Sources : IFREMER, DAM et Douanes)*	Prises de crevettes (cumul à fin juin 2010)	623,7 tonnes (- 31,7 % sur un an)
	Exportations de crevettes (cumul à fin novembre 2010)	731,4 tonnes (- 27,2 % sur un an) pour 4,4 M€ (- 25,7 %)
	Or (Source : Douanes)*	Exportations d'or (cumul à fin novembre 2010)
Bois (Source : ONF)*	Grumes sorties de forêt (cumul à fin décembre 2010)	68 225 m ³ (- 19,0 % sur un an)

* données provisoires

**variations mensuelles des données corrigées des variations saisonnières

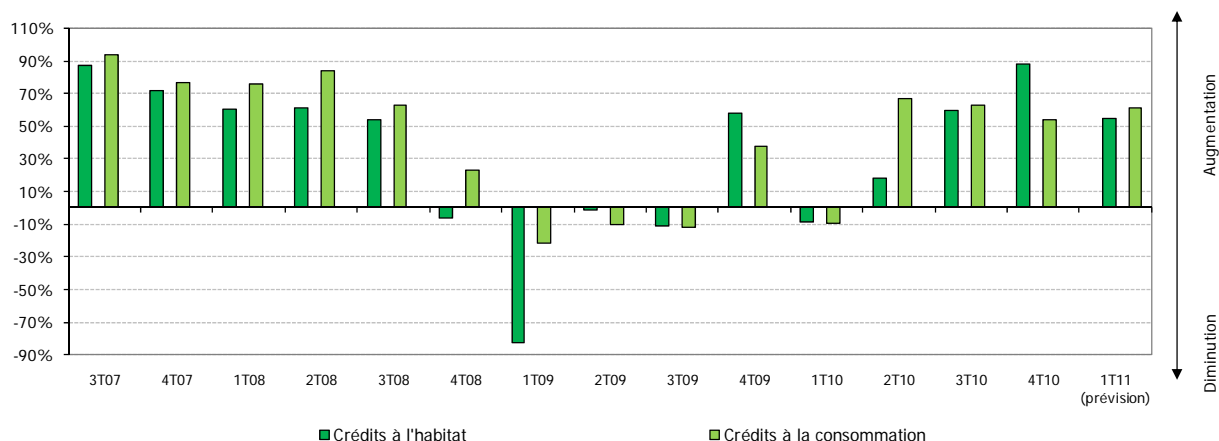
¹⁰ Variation en glissement annuel de l'Indice des prix à la consommation « IPCA » à décembre 2010.

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Une conjoncture bancaire et financière bien orientée au quatrième trimestre 2010

Selon la dernière enquête de conjoncture bancaire et financière, la reprise de la production de crédits bancaires s'est renforcée au second semestre 2010. Le quatrième trimestre a été marqué par une nouvelle amélioration de l'activité d'octroi de crédits notamment sur les segments du crédit à l'habitat des ménages, du crédit à la consommation et des crédits à l'équipement des entreprises, les crédits d'exploitation enregistreraient un rebond de moindre ampleur.

Production des crédits aux particuliers (solde d'opinion)



Source : IEDOM

Dans ce contexte, les principaux indicateurs d'exploitation se redressent, avec une nette progression du produit net bancaire et du résultat net. Le coût du risque, encore impacté par la sinistralité de la clientèle au premier semestre 2010, serait également mieux orienté. Les dirigeants des établissements de crédit anticipent une poursuite de l'amélioration de la conjoncture bancaire au premier trimestre 2011, en lien avec un environnement économique plus favorable.

Publication d'une étude sur le microcrédit à la Martinique :

« Le microcrédit à la Martinique : un appui au dynamisme de la création d'entreprises ».

L'IEDOM a publié une note expresse sur le microcrédit. Ce document, présente les principales caractéristiques du microcrédit à la Martinique, le département étant l'un des plus actifs de l'outre-mer dans ce domaine. Son rôle dans la création d'activité et le soutien à l'emploi est de plus en plus significatif. Cette note sera complétée d'une Note de l'Institut transversale à toutes les géographies de la zone d'intervention de l'Institut.

La demande potentielle de microcrédit est plus importante à la Martinique qu'en France métropolitaine, en raison d'un moindre accès au crédit classique et d'une part plus importante de la population en situation précaire. L'activité de microcrédit (3,1 M€ pour 749 prêts) s'est renforcée en 2009 sous l'effet de la crise économique. Il a ainsi concentré environ 30 % du nombre de microcrédits octroyés dans les DOM. L'encours moyen atteignait 4 412 euros, le public concerné est souvent féminin et constitué majoritairement par des demandeurs d'emploi. Le commerce (46 %) et les services (26 %) totalisent la plus grande part des projets financés.

Le microcrédit contribue à la dynamique de création d'entreprises à la Martinique : environ 450 entreprises ont été créées avec le support du microcrédit en 2009, soit 1 entreprise sur 10. Si l'activité de microcrédit à la Martinique est modeste, comparée à la masse des crédits distribués aux agents économiques, son rôle dans le soutien à l'emploi est de plus en plus significatif.

Cette étude est disponible en ligne sur le site internet : www.iedom.fr.

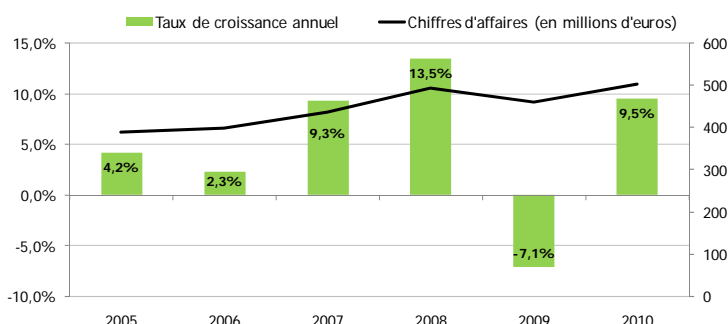
BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Grande distribution : rebond de la consommation

A fin décembre 2010, le chiffre d'affaires cumulé des huit hypermarchés de l'île s'établit à 503,5 millions d'euros contre 459,8 millions à fin décembre 2009, soit une progression de 9,5 % sur un an (+1,7 % par rapport à 2008).

Cette hausse tient principalement à la bonne tenue de la consommation en fin d'année. En effet, en décembre 2010, le chiffre d'affaire atteint 63 millions d'euros, soit + 9 % par rapport à l'année précédente. Le secteur n'avait jamais enregistré un résultat comparable sur un mois d'exercice.

Chiffre d'affaires cumulés de la grande distribution cumul de janvier à décembre



Source: DRCCRF

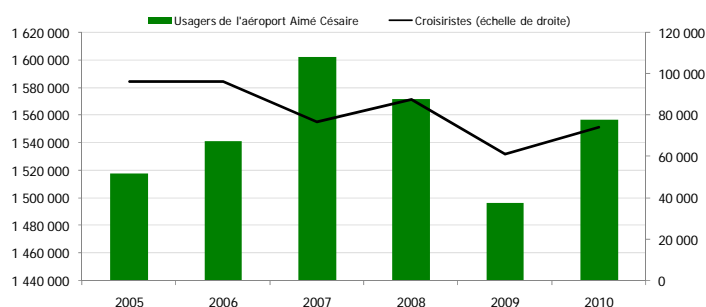
Nb: A partir de décembre 2006, le nombre d'hypermarché de l'île est passé de 6 à 8.

Tourisme : une reprise timide en début de saison

En données cumulées à fin décembre, l'aéroport international Aimé Césaire a accueilli 1 556 678 passagers, soit une hausse de 4 % sur un an. Cette évolution tient aux différentes campagnes promotionnelles affichées par les compagnies aériennes et au redressement de l'activité suite à la dégradation intervenue en 2009 (-4,8 % sur un an). Parallèlement, 74 156 croisiéristes ont fait escale à la Martinique en 2010, soit une hausse de 21,5 % sur un an, en dépit de la réduction du nombre de navires (92 bateaux contre 102 en 2009). Le développement des « journées shopping » entre Sainte-Lucie et la Martinique a permis d'atténuer les mois creux de l'activité (mai à septembre).

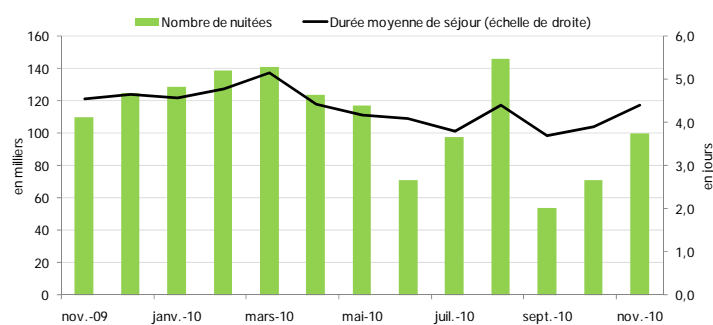
Au niveau de l'hôtellerie, la situation n'était pas très favorable en début de saison. Selon les derniers résultats de l'enquête de fréquentation hôtelière de l'Insee, le taux d'occupation des hôtels affiche un repli de 4 points sur un an à fin novembre 2010. Parallèlement, le nombre de nuitées se réduit de 20 % par rapport à novembre 2009. La durée moyenne de séjour demeure quand à elle stable entre novembre 2009 et novembre 2010 (-0,1 jour). Toutefois, les prévisions pour la haute saison laissent présager une amélioration de la situation compte tenu du niveau des réservations.

Evolution de la fréquentation touristique en cumul annuel



Sources: DD PAF - CCIM

Evolution de l'activité de l'hôtellerie



Source: Insee, Enquête de fréquentation hôtelière

ACTUALITE REGIONALE

Hausse des prix de l'énergie

Conformément au décret du 8 novembre 2010 réglementant l'évolution du prix des produits pétroliers en fonction des cours durant le mois qui précède, le prix du super sans plomb et du gasoil sont fixés respectivement à 1,43€/L et 1,19€/L (en hausse respective de 4 centimes et 5 centimes). Le prix de la bouteille de gaz passe à 24,67 €, en hausse de 2,18 €. Ces modifications sont entrées en vigueur le 1er février 2011.

Collectivité unique

Le Conseil des Ministres du 26 janvier dernier a approuvé la proposition de loi portant création d'une collectivité unique en Martinique (et en Guyane) avant le 31 janvier 2012. Le projet de loi doit désormais faire l'objet d'un débat parlementaire.

Aide au voyage

Depuis le 14 janvier, le dispositif d'Aide au Voyage (AVA), inscrit dans la loi de continuité territoriale, a enregistré le dépôt de près de 3 500 dossiers en moins d'une semaine. Il s'agit d'un droit ouvert à toute personne dont le quotient familial est inférieur à 11 720 €, et qui permet l'obtention d'une subvention allant de 210 à 350 € sur l'achat d'un billet d'avion vers la métropole (soit environ 50 % du prix d'un billet en basse saison). Alors qu'il avait été suspendu en 2007, ce dispositif fait désormais partie des missions de la LADOM (L'Agence de l'Outre Mer pour la Mobilité).

INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- décembre 2010	124,1	+0,7 %	+1,7 %
Chômage (source : DDTEFP)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- décembre 2010	40 272	-0,3 %	+1,9 %
	Indicateur de chômage (base pop. Active : 165 370)	- décembre 2010	24,4 %		+0,3 point
Allocation Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de bénéficiaires de l'allocation unique dégressive et de l'aide au retour à l'emploi	- décembre 2010	14 138	-1,4 %	-1,9 %
RMI (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- décembre 2010	28 843	-0,2 %	+0,7 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (en M€)	- novembre 2010	250,9	+39,6 %	50,7 %
	Exportations (en M€)	- novembre 2010	30,4	-0,9 %	ns
	Taux de couverture mensuel:		12,1 %	-	+3 points
Grande distribution (source : DRCCRF)	Chiffre d'affaires (millions d'euros)	- décembre 2010	63	+55,6 %	+9,0 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- décembre 2010	503,5		+9,5 %
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdit bancaires	- décembre 2010	17 899	-1,4 %	-3,9 %
	Retrait de cartes bancaires (cumul)	- décembre 2010	6 183	-	+16,2 %

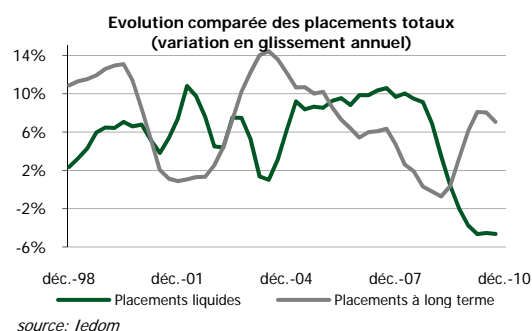
LES INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers	- décembre 2010	143 248	+29,5 %	+5,7 %
		- cumul annuel	1 556 678		+4,0 %
Trafic Maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- décembre 2010	8 526	+0,2 %	-47,6 %
		- cumul annuel	74 156	-	+21,5 %
Construction (source : Ciments antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- décembre 2010	16 796	-1,9 %	+6,1 %
		- cumul annuel	200 189		-0,3 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- novembre 2010	1 510	+51,6 %	+32,9 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- novembre 2010	171	+8,9 %	+9,6 %
	Cumul annuel (VPN + VUN)		12 124	-	-5,0 %

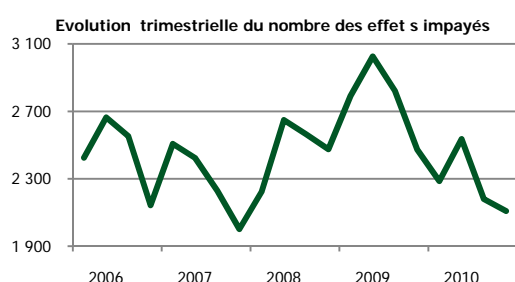
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Légère reprise des ressources collectées

Le total des ressources collectées par le système bancaire local à La Réunion s'établit à 10 543 millions d'euros à fin septembre 2010, en hausse de 1,1 % par rapport à fin juin 2010, après deux trimestres de légère baisse. Les produits d'épargne à long terme ont enregistré une nette progression de leur collecte (+3,4 %) au troisième trimestre qui explique l'essentiel de la croissance des ressources collectées. A l'inverse, les placements liquides ou à court terme continuent de décroître (-0,8 %), touchant plus particulièrement les placements indexés aux taux du marché.



Forte baisse des impayés sur effets en 2010



En 2010, le nombre d'impayés sur effet de commerce poursuit sa baisse entamée au second semestre 2009 (-18,1 % sur l'ensemble de l'année 2010 par rapport à 2009). 2008 et 2009 ont été marquées par une nette hausse du nombre d'impayés (+8,2 % en 2008 et +12,1 % en 2009).

Parallèlement, le montant des impayés a chuté de 32,6 % en 2010 (après +28,1 % en 2008 et +33,3 % en 2009) mais reste néanmoins supérieur au montant enregistré en 2007.

Nouvelle convention entre l'AFD et OSEO

OSEO et l'AFD ont signé une nouvelle convention de partenariat qui élargit les capacités d'intervention de l'AFD. Les produits dits « mezzanines » d'OSEO seront désormais distribués dans l'Outre-mer par l'AFD et permettront de financer, au côté des banques, le développement des entreprises. Ces produits « mezzanines » facilitent le financement des investissements immatériels des entreprises et de leurs besoins en fonds de roulement.

Le chômage empêche la convergence du revenu des ménages entre régions ultramarines et métropolitaines

Malgré le rattrapage observé au cours des dernières décennies, les régions ultramarines accusent encore, au milieu des années 2000, un net retard en termes de création de richesse par habitant. La forte croissance économique durant cette période s'est accompagnée d'importants gains de productivité, laquelle a convergé vers celle de la métropole. De ce fait, la croissance a été peu intensive en emplois aux Antilles et en Guyane. La Réunion se démarque par un fort dynamisme de l'emploi salarié dans le secteur « résidentiel » (les branches de la construction, du commerce de détail et des services aux particuliers) mais le taux de chômage y demeure élevé. L'étude est disponible sur le [site de l'Iedom](#).

Les collectivités locales des DROM : des acteurs majeurs du développement économique

Le renforcement de la décentralisation en 2004 a conféré aux collectivités locales françaises, avec le soutien de l'État, un rôle majeur et essentiel dans le développement économique des territoires. Dans les départements et régions d'outre-mer (DROM), les administrations publiques locales sont au cœur du développement économique. Elles jouent un rôle moteur sur l'activité économique tant par les revenus distribués et par le nombre de personnes qu'elles emploient, que par le niveau de la demande de biens et services et par l'importance relative de leurs dépenses d'équipement. L'étude est disponible sur le [site de l'Iedom](#).

BREVES ECONOMIQUES

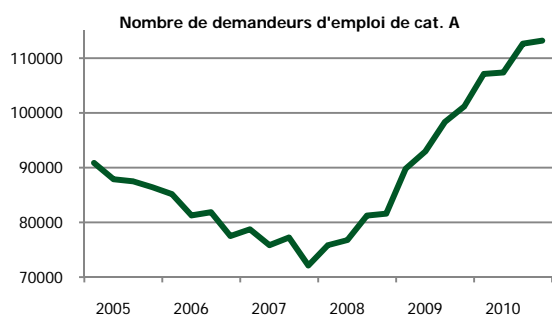
LES INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la consommation IPC France entière	Décembre 2010	125,7	+ 1,1 %	+ 2,2 % + 1,8 %
RMI + RSO (CAF)	Nombre de bénéficiaires du RMI et RSO Cumul des prestations versées (millions d'€)	Décembre 2010	73 356 417,3	+ 1,0 %	+ 7,8 % + 2,7 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'€) Exportations (en cumul - millions d'€) Taux de couverture	Novembre 2010	3 812 242,2 6,3 %	- - -	+ 0,5 % + 8,7 % + 0,5 pt
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (anciennement cat 1+ cat 2 + cat 3 hors activité réduite)	Décembre 2010	113 220	- 0,5 %	+ 11,9 %

LES SECTEURS D'ACTIVITE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic maritime (DDE)	Trafic de marchandises à Port Réunion (tonnes)	Septembre 2010	301 842	- 27,5 %	- 5,8 %
	Cumul 2010		3 075 979	-	+ 5,8 %
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Décembre 2010	166 341	0,0 %	- 10,4 %
	Cumul 2010		1 992 631	-	+ 9,3 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (millions d'euros)	Novembre 2010	1,6	n.s.	n.s.
	Cumul 2010 (millions d'euros)	cumul Nov.	23,0	+ 7,8 %	- 8,4 %
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Novembre 2010	14,6	n.s.	n.s.
	Cumul 2010 (milliers de tonnes)	cumul Nov.	324,8	+ 4,7 %	+ 1,7 %
	Effectifs salariés du BTP	Décembre 2010	16 785	- 3,6 %	- 5,3 %

Troisième année consécutive de hausse du nombre de demandeurs d'emploi



source: ledom

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A progresse de 11,9 % en 2010. Cette augmentation s'inscrit dans la tendance haussière observée depuis 2008 qui a vu le nombre de demandeurs s'accroître de moitié (de début 2008 à fin 2010).

Le nombre de demandeur d'emplois rejoint ainsi le niveau de 2002, mais reste en deçà de ceux de la fin des années 90.

Augmentation du nombre d'allocataires de RMI et RSO en 2010

Le nombre de bénéficiaires du RMI et du RSO s'établit à 73 356 personnes à fin décembre 2010, soit une hausse de 7,8 % sur un an. Cette augmentation rompt avec la baisse observée depuis fin 2006. Depuis le 1^{er} janvier 2011, le RSA remplace ces minima sociaux gérés par la Caisse d'allocations familiales.

Hausse de l'octroi de mer en 2010

En 2010, 267,7 millions d'euros d'octroi de mer ont été perçus par les Douanes, soit une progression de 4,6 % par rapport à 2009. Ce montant, reversé aux communes, reste néanmoins en dessous des niveaux d'octroi enregistré en 2007 et en 2008. Quant à l'octroi de mer régional, il progresse de 10,3 % sur un an.

Une activité touristique bien orientée en 2010

L'activité touristique est bien orientée en 2010. La fréquentation hôtelière des établissements membres de l'UHR est de 72,7 % sur l'ensemble de l'année, soit une progression de 3,7 points par rapport à 2009. Cette amélioration s'est accompagnée d'un maintien du revenu moyen par chambre pour les hôteliers. Toutefois, ce niveau record (taux d'occupation annuel le plus élevé depuis 1997) est obtenu dans un contexte de réduction de la capacité hôtelière de 30 % depuis 2006, suite à la crise sanitaire liée au chikungunya. Parallèlement, le trafic "passager" entre le département et la métropole s'accroît de 9,2 % et dépasse ainsi la barre symbolique du million de voyageur.

Renforcement de la coopération entre Maurice et La Réunion

Lors de la visite du Premier ministre mauricien, Navin Ramgoolam, les 24 et 25 janvier 2011, cinq accords bilatéraux ont été signés entre Maurice et la France. Ils ont pour objectif de renforcer la coopération régionale entre Maurice et La Réunion en matière de développement économique (tourisme, agro-industrie, ...), de relation diplomatique avec l'ouverture prochaine d'un consulat dans le département, de sécurité (maritime et sanitaire), et d'échanges universitaires.

Signature du protocole "Novelli III"

Un protocole d'accord relatif au dispositif de soutien aux entreprises liées aux secteurs des transports de matériaux, du bâtiment et des travaux publics de La Réunion affectées par la crise (dit "protocole Novelli") a été signé le 27 juillet 2009 par l'Etat et un collectif de professionnels du bâtiment et du transport. Après sa prolongation jusqu'à fin décembre 2010 ("Novelli II"), il a été reconduit le 22 janvier 2011 ("Novelli III"). Les entreprises qui bénéficient d'un plan d'apurement dans le cadre de la Lodeom ou dans le cadre de la "Novelli I" ou "Novelli II" peuvent bénéficier d'un report et d'un étalement de leurs dettes sociales et fiscales sur une durée maximale de trois ans.

Trois grands groupes réunionnais toujours en difficulté

Trois des 45 sociétés du groupe Caillé (la Société d'exploitation du supermarché de Saint-Paul, la CMC, entreprise spécialisée dans les pièces automobiles, et St Joseph Autos) ont été placées en liquidation judiciaire tandis deux autres (Gildas autos et SNTM Transcar) sont désormais en redressement judiciaire. Le tribunal de commerce de Saint-Denis a en outre prolongé de deux mois la période de redressement judiciaire de la société Autrement (librairie-papeterie ex-détentrice de la licence Virgin dans l'île). Enfin, Foucque automobile a été placé en redressement judiciaire.

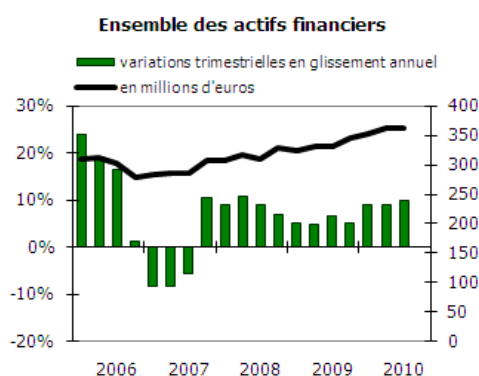
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Evolution contrastée de l'activité financière et bancaire au 3^{ème} trimestre 2010

L'activité financière et bancaire de la place, au troisième trimestre 2010, se caractérise par la stabilité de l'encours des actifs détenus par les agents économiques mahorais et une croissance des encours de crédit qui ne profite qu'aux établissements de crédit installés localement ; depuis le début de l'année 2010, les établissements non implantés affichent un repli continu de leurs activités locales.

Stabilité de la collecte d'épargne, après trois trimestres de hausse...

Après avoir enregistré trois trimestres consécutifs de nette hausse (entre +2,5 % et +4,2 %), la collecte de l'épargne marque le pas et ne progresse que de 0,2 %. L'encours global des **actifs financiers** détenus à Mayotte atteint ainsi **364 millions d'euros**. Sur un an, la tendance à la hausse reste toutefois soutenue, l'encours progressant de 9,8 % soit +32,5 millions d'euros (après +6,6 % soit +20,6 millions d'euros entre septembre 2008 et septembre 2009).

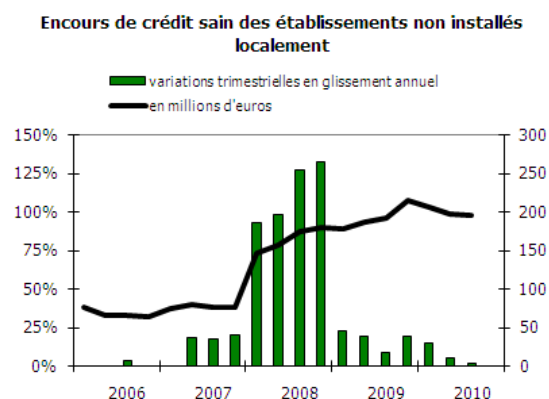
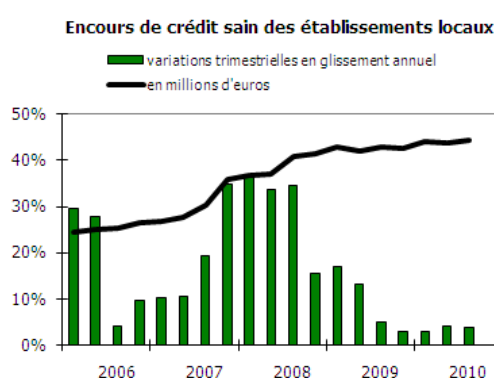


... et évolution contrastée des financements bancaires.

Au 30 septembre 2010, le **montant total des concours octroyés** par l'ensemble des établissements de crédit intervenant à Mayotte s'établit à **759 millions d'euros**, en progression de 1,4 % (après -2 % le trimestre précédent).

L'encours brut total des crédits consentis par les établissements de crédit installés localement (ECIL) s'élève à 562 millions d'euros, en progression de 2,3 % sur le trimestre. La tendance sur un an est également positive : +4,3 % entre septembre 2009 et septembre 2010 (après +6,1 % entre septembre 2008 et septembre 2009).

Pour sa part, l'activité des établissements de crédit non installés localement (ECNIL), qui s'était fortement développée en 2008 et 2009 (+18 %), semble enregistrer un fléchissement sensible en 2010 : au 30 septembre, et pour le troisième trimestre consécutif, l'encours brut se contracte de 1,2 %, à 197 millions d'euros.



BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Economie

Le 3 janvier 2011, le Directeur général de l'AFD, M. Dov Zerah, et le Président Directeur général d'OSEO, M. François Drouin, ont signé une convention de partenariat ayant pour objet l'accompagnement du développement des entreprises de l'ensemble de l'Outre-mer, y compris Mayotte. Les divers produits proposés visent à faciliter le financement des investissements immatériels des entreprises et leurs besoins en fonds de roulement, avec un différé de remboursement, sans garantie.

Tourisme

Avec l'inauguration de l'hôtel Maharadja à Mamoudzou, ce sont 71 chambres qui viennent étoffer le parc d'hébergement touristique de Mayotte, toutefois encore largement déficitaire. Pour pallier ce déficit, la préfecture et le conseil général ont lancé un appel à projets hôteliers sur 4 sites parmi les 9 identifiés comme porteurs pour le développement touristique de l'île. Les projets devront intégrer le respect de l'environnement tout en favorisant le développement durable et l'économie locale.

L'attaque d'un bateau de croisière, le « Spirit of adventure », par des pirates, lors de sa traversée vers Mombassa après une escale à Nosy Be, risque de compromettre la desserte de Mayotte. En effet, dans l'attente d'éclaircissements sur les circonstances de cette attaque, les organisateurs de ces croisières ont d'ores et déjà suspendu leurs prochaines escales à Mayotte.

Environnement

Un an après la signature par Président de la République du décret créant un parc naturel marin à Mayotte, l'équipe dirigeante du parc a inauguré le 18 janvier 2011 ses nouveaux locaux situés à Iloni.

Prix à la consommation

La première réunion de l'observatoire des prix et des revenus de l'année 2011 s'est tenue le 18 janvier. Elle a permis de présenter les travaux réalisés notamment par l'unité territoriale des services de la concurrence de la consommation et de la répression des fraudes (UTCCRF). Les thématiques abordées ont concerné :

- le fonctionnement du marché du gaz à Mayotte : les produits commercialisés sur l'île souffrent d'un écart de prix important par rapport à ceux commercialisés à La Réunion ;
- la distribution de l'eau à Mayotte, dont les tarifs équivalent à ceux de la métropole ;
- l'observatoire des tarifs bancaires aux particuliers dans les DOM et dans les collectivités de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon : les tarifs des services bancaires sont restés relativement stables à Mayotte.

La réforme de la taxe locale sur l'électricité (TLE), dite loi NOME du 7 décembre 2010, visant à harmoniser la taxation des produits énergétiques en Europe, est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2011. La taxe sur la consommation finale de l'électricité (TCFE), exprimée en €/kWh, collectée par Electricité de Mayotte (EDM) au profit de la Collectivité départementale, remplace la TLE. Pour faire face à l'augmentation des charges liée à l'obligation d'acheter l'électricité produite par les panneaux solaires, les pouvoirs publics ont augmenté la contribution de service public de l'électricité (CSPE) qui passe de 0,45 à 0,75 centime d'euro/kWh. La réforme de la TLE et l'augmentation du CSPE se traduisent par une augmentation du montant de la facture de 3,2 % pour le consommateur final.

PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE :			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006	déc.-10	112,4	0,2%	2,6%
Chômage (source : ANPE)	Nombre d'inscrits à l'ANPE-Pôle Emploi	sept.-10	11 429	13,0%	7,5%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles déc.-10	22 755	-47,6%	-24,4%
	(hors hydrocarbures)	cumulées déc.-10	365 831	6,6%	3,0%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles déc.-10	813	-24,1%	39,0%
		cumulées déc.-10	10 062	8,8%	81,5%
	Taux de couverture	mensuels déc.-10	3,57%	1,11 pt	1,63 pt
	cumulés déc.-10	2,75%	0,05 pt	1,19 pt	
LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aéroporuaire (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels déc.-10	521	0,8%	34,7%
		cumulés déc.-10	5 928	-	24,2%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels déc.-10	26 784	-29,6%	-22,5%
		cumulés déc.-10	279 932	-	9,5%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels déc.-10	37,2	19,5%	-39,2%
	cumulés déc.-10	512,9	-	17,1%	
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽³⁾ (en tonnes)	mensuelles déc.-10	9 337	179,8%	27,9%
		cumulées déc.-10	83 628	-	-12,7%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)	déc.-10	37 043	0,2%	4,9%
	Consommation (en milliers de Kwh)	mensuelles déc.-10	21 180	12,7%	9,4%
		cumulées déc.-10	21 180	-	9,4%
Automobile (Source : SOREFI)	Ventes de véhicules neufs :				
	- nombre de véhicules particuliers	mensuels janv.-11	68	-32,0%	7,9%
		cumulés janv.-11	68	-	7,9%
	- nombre de véhicules utilitaires	mensuels janv.-11	15	200,0%	-46,4%
	cumulés janv.-11	15	-	-46,4%	
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :				
	- en tonnes	mensuels déc.-10	7,4	110,7%	-29,8%
		cumulés déc.-10	59,5	-	-33,1%
	- en milliers euros	mensuelles déc.-10	44,3	80,6%	-35,2%
		cumulées déc.-10	397,8	-	-31,0%

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(2) : Y compris transbordements, mais hors poids des conteneurs

(3) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

* Les données plus récentes relatives au trafic maritime de marchandises ne sont pas disponibles

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/11)					
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	2,00%	2,00%	2,50%	2,50%	1,25%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Janvier 2011)			
Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,6967%	0,5777%	0,4902%	0,6672%	0,7940%	1,0180%	1,2540%	1,5500%

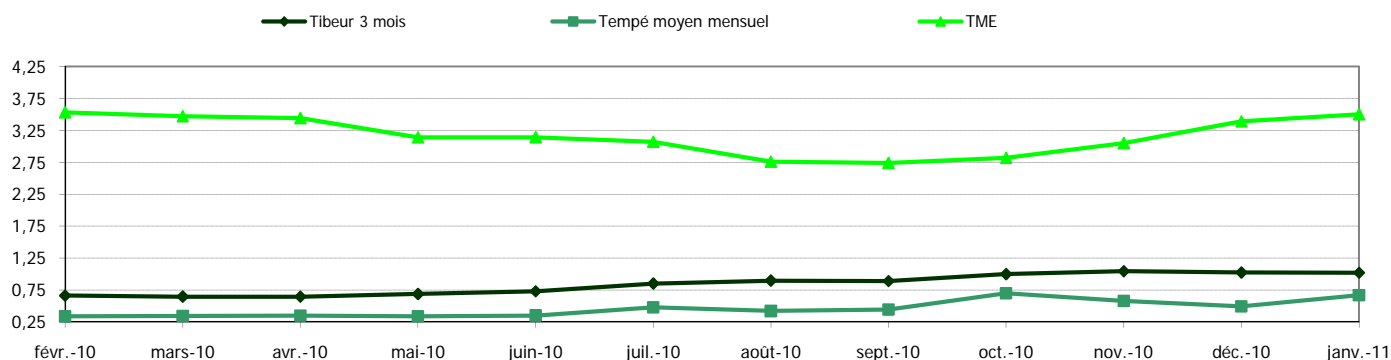
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier
2,82%	3,05%	3,39%	3,50%	3,02%	3,25%	3,59%	3,70%

Taux de l'usure (applicable à partir du premier trimestre 2011)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers					
Prêts à taux fixe		5,51%			
Prêts à taux variable		4,96%			
Prêts relais		5,88%			
Autres prêts					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,31%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		19,67%	Découverts en compte (1)		13,77%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		7,77%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

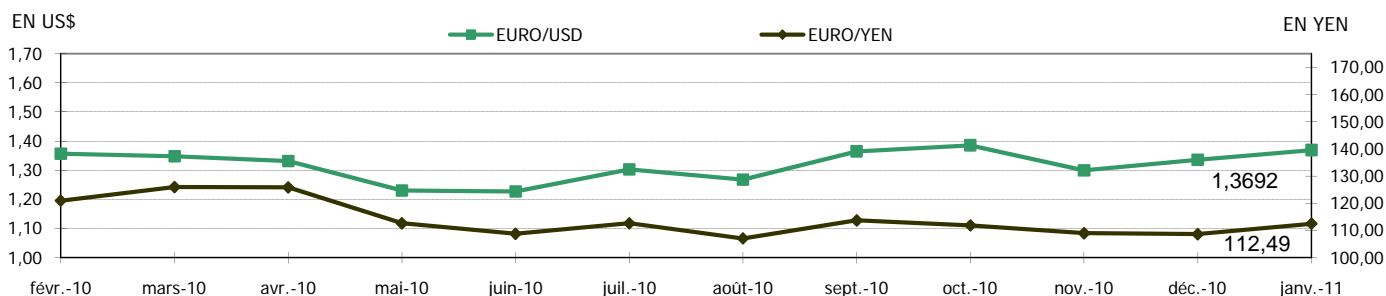
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3692	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,8458	EURO/SRD (Surinam)	4,49790
EURO/JPY (Japon)	112,4900	EURO/BWP (Botswana)	9,20320	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,43980
EURO/CAD (Canada)	1,3679	EURO/SCR (Seychelles)	16,6915	EURO/DOP (Rép. Dom.)	51,0443
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,86090	EURO/MUR (Maurice)	40,4470	EURO/BBD (La Barbade)	2,72600
EURO/SGD (Singapour)	1,7534	EURO/BRL (Brésil)	2,2962	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,72320
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,6762	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,85370	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2807,78	EURO/XCD (Dominique)	3,6801	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK
	15,6466 EEK			